

Publifin incapable de se passer de Moreau, Heyse et Simon

Le nouveau CA de Publifin devait reprendre en mains les manettes du groupe. En réalité, il ne peut (veut ?) se passer du management décrié.

● **Pascale SERRET**
et **Alain WOLWERTZ**

C'est jeudi soir que l'exécutive vice-président de RESA, Quentin Gemoets, a été entendu par le conseil d'administration de Publifin suite à la lettre qu'il avait envoyée à certains des administrateurs (notre édition du 27 février) pour se plaindre d'avoir été écarté des décisions stratégiques concernant l'entreprise qu'il gère pourtant au quotidien.

Plutôt surprenant, c'est en présence du management de Nethys/RESA au grand complet que cette audition a eu lieu : le patron de Nethys Stéphane Moreau, le secrétaire général Gil Simon, le directeur financier Pol Heyse et la directrice générale de Publifin Bénédicte Bayer. Certains administrateurs s'en sont étonnés, jugeant la pré-

sence de personnes mises en cause « *malvenue* » à cette audition.

« Là, ça devient gênant »

« *Mais la présidente, qui les avait invités (la socialiste Stéphanie De Simone), nous a assuré que Monsieur Gemoets n'y voyait aucun problème, ce que l'intéressé nous a confirmé* », indique un des administrateurs.

En réalité, cette présence d'un management que la commission d'enquête parlementaire recommandait pourtant d'écarter, dans la mesure où il a participé au système à l'origine du scandale, est loin d'être exceptionnelle.

Un autre administrateur fait ainsi remarquer que c'est comme ça depuis le début : « *Ils sont à tous les CA depuis le 30 mars 2017, raconte-t-il. Il faut admettre que ce n'est pas toujours mauvais d'ailleurs, qu'ils soient présents. Ils apportent un éclairage, ils alimentent des dossiers. Et Bénédicte Bayer est la plus légitime*

au CA, puisqu'elle est directrice générale de Publifin. Mais là, ça devient gênant. Leur présence n'était pas indispensable sur tous les points. Je préférerais qu'on ne les invite pas systématiquement. Depuis le début, on veut que les administrateurs publics reviennent aux manettes... »

« Personne n'a peur de Stéphane Moreau »

Il se fait que les invités du CA sont aussi restés au moment du vote. « *Oui. Mais je pense que ça ne change rien au vote, soutient un administrateur. Personne n'a peur de Stéphane Moreau. À ce stade, on a suffisamment d'assise pour assumer. Le vote ne serait pas différent s'il n'était pas là.* »

Un autre concède encore : « *C'est vrai que c'est paradoxal de devoir encore s'entourer de ce management. Mais c'est pour cela qu'une décision de Finanpart (NDLR : la structure intermédiaire entre Publifin et Nethys) prévoit que l'on se dote d'un nouveau bras armé qui pourra nous informer de ce qui se passe dans la maison. Sinon, on sera toujours conseillés par les anciens...* »

Un nouveau management ? « *Cela fait des mois que je le réclame, rappelle Marc Hody (Écolo), le seul administrateur qui ose s'exprimer publiquement sur le sujet. Si cela avait été fait dès 2017, il serait prêt aujourd'hui. Or, on se retrouve dans cette situation incroyable où c'est Stéphane Moreau, Gil Simon et Pol Heyse qui sont chargés d'élaborer le nouveau périmètre d'action du groupe et de proposer dans quels pôles ils pourront être actifs à l'avenir !* » ■

La ministre ne veut pas s'immiscer

Les filiales ont-elles repris le pouvoir chez Publifin ? Ou, plutôt, l'ont-elles jamais lâché ? Qu'en pense la ministre des Pouvoirs locaux Valérie De Bue (MR) ?

A priori, pas de commentaire. La ministre wallonne n'a pas l'intention de s'immiscer dans un fonctionnement qui relève de la compétence de la présidence du conseil d'administration.

« *Le conseil d'administration a tout à fait le droit d'inviter le*

management. C'est une décision propre au CA », dit-on au cabinet de la ministre De Bue.

Du moment que le management en question est présent pour avancer son expertise ou répondre à quelques questions, pas de problème. Évidemment, il ne faudrait pas non plus influencer le déroulé du CA, confisquer les décisions ou monopoliser la tribune.

Et quand le management

reste autour de la table au moment du vote ? Comme on peut le lire ci-dessus, la plupart des administrateurs ne se sentent pas plus muselés que ça. La ministre des Pouvoirs locaux n'y voit pas non plus grand-chose à redire.

« *Le management est autorisé à rester. Mais si cela met mal à l'aise les administrateurs, c'est à eux de demander aux invités de sortir* », complète le cabinet de Valérie De Bue. ■ **P.S.**

Déjà viré depuis 3 semaines

Certains membres du conseil d'administration de Publifin ont failli en tomber de leur chaise. Après avoir entendu l'exécutive vice-président de RESA, les membres du management du GRD leur ont benoîtement expliqué que, de toute façon, la décision de licencier celui-ci avait déjà été prise en interne, chez RESA, le... 9 février. Soit bien avant qu'il n'envoie sa lettre de griefs à certains membres du CA de Publifin. Les raisons ? Celles qui étaient évoquées dans le communiqué de presse envoyé par RESA en guise de riposte à la lettre de son exécutive vice-président : « *Il ne remplissait pas les objectifs assignés* » et « *Il vient, en outre, de faire l'objet d'une évaluation négative récente.* »

Si une telle décision était effectivement prise depuis trois semaines, comment se fait-il qu'elle n'ait pas encore été actée et que le CA de Publifin n'en ait pas été informé, se sont étonnés des administrateurs jeudi soir ? ■ **A.W.**